



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 24 NOV. 2022

**mettant en demeure la société ADLER PELZER
de respecter des dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008
et de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 pour l'exploitation de ses installations
situées au 16 rue de Colbert à Marckolsheim**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 10 juillet 2009 autorisant la société FAURECIA à exploiter ses installations à Marckolsheim ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- VU le rapport du 12 octobre 2022 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite du 27 septembre 2022 ;

CONSIDÉRANT l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 susvisé stipulant que :

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau collectif d'évacuation et de traitement des eaux résiduaires industrielles les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

- débit maximal pendant une période de 24 heures consécutives : 1 m³/j
- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) :

Paramètre	Valeurs limites	Flux
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	Obtenu par neutralisation si besoin
DCO	200 mg/L	200 g/j
DBO ₅	150 mg/L	150 g/j

» ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté dans les relevés d'analyses de l'année 2022 des concentrations en DCO allant de 306 mg/L à 394 mg/L ce qui représente une hausse de 50 % à 97 % par rapport à la limite réglementaire visée par l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. De plus, pour ce même paramètre, l'inspection a constaté des dépassements de concentration du même ordre de grandeur dans les analyses des années 2018 à 2020 ;

CONSIDÉRANT l'article 4.3.15 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 susvisé stipulant que :

« La qualité des rejets d'eaux de refroidissement est aussi bonne que celle de leur prélèvement. Leur température est limitée à 20 °C. » ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté dans les relevés d'analyse de la fin de l'année 2021 et de l'année 2022 une température de 27°C (au lieu de 20°C tel que prescrit dans l'article 4.3.15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-nommé). Ce qui représente une hausse de température de 7°C. De plus, pour ce même paramètre, l'inspection a constaté des hausses de température de l'ordre de 10°C pour les années 2019 à 2021 (notamment une température de 31,5°C le 09 février 2021) ;

CONSIDÉRANT l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé stipulant que :

« I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

(..)

- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;

- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

(...)

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 t/an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/UE susvisée) ;

- la quantité par nature du déchet ;

- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.» ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté l'absence de la déclaration des émissions de pollution et de transfert de déchets dangereux pour l'année 2021 sur le registre publié sur le site internet et mis à disposition du public (GEREP) ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine... » ;*

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société ADLER PELZER située au 16 rue Colbert à MARCKOLSHEIM (67 390) est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse :

- dans un délai de trois mois, les prescriptions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 susvisé reprises ci-après :
« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau collectif d'évacuation et de traitement des eaux résiduaires industrielles les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.
- débit maximal pendant une période de 24 heures consécutives : 1 m³/j
- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) :

Paramètre	Valeurs limites	Flux
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	Obtenu par neutralisation si besoin
DCO	200 mg/L	200 g/j
DBO ₅	150 mg/L	150 g/j

» ;

- dans un délai de trois mois, les prescriptions de l'article 4.3.15 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 susvisé reprises ci-après :
« La qualité des rejets d'eaux de refroidissement est aussi bonne que celle de leur prélèvement. Leur température est limitée à 20 °C. »
- dans un délai de six mois les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé reprises ci-après :
Afin de se mettre en conformité, étant donné que le délai de télé-déclaration annuelle (en date du 31 mars 2022) est dépassé, l'exploitant transmettra à l'inspection par voie électronique les éléments cités dans l'article ci-dessous :
« I.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :
- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
(..)
- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;
- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
(...)
Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
II.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :
- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.
L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

- la quantité par nature du déchet ;

- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. ».

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- La sous-préfète de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ADLER PELZER par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Marckolsheim.

La préfète,

Pol. la Préfète par délégation

1. Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL